

N° 4484

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1998-1999

PROJET DE LOI

**modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973
portant réforme du salaire social minimum**

* * *

(Dépôt: le 3.11.1998)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (15.10.1998)	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi	4
4) Commentaire des articles	5
5) Rapport du Gouvernement à la Chambre des Députés sur l'évo- lution des conditions économiques générales et des revenus, présenté conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (25.9.1998).....	6

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de l'Emploi et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre du Travail et de l'Emploi est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum.

Palais de Luxembourg, le 15 octobre 1998

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,
Jean-Claude JUNCKER

Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant
HENRI
Grand-Duc héritier

*

EXPOSE DES MOTIFS

1. LA BASE LEGALE

Aux termes de l'article 2, paragraphe (1) de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi.

Le paragraphe (2) de l'article 2 précité oblige à cette fin le Gouvernement à soumettre, toutes les deux années, à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum. Sur le vu de ce rapport le Gouvernement a la faculté de décider un relèvement du salaire social minimum.

Il est à noter que le relèvement du salaire social minimum ne comporte pas l'obligation légale de relever l'ensemble de la grille des salaires dans les entreprises.

*

2. LES DERNIERES LOIS DE REVALORISATION DU SALAIRE SOCIAL MINIMUM

Le dernier relèvement du salaire social minimum résulte de la loi du 6 janvier 1997 (Mémorial A 1997, p. 2).

Par l'effet de cette loi, le salaire social minimum a été relevé de 3,2% avec effet au 1er janvier 1997.

Par ailleurs la loi du 6 janvier 1997 a introduit dans la loi du 12 mars 1973 une disposition aux termes de laquelle les détenteurs d'un CITP (certificat d'initiation technique et professionnelle) se voient reconnaître la qualité de travailleurs qualifiés au regard de la législation sur le salaire social minimum, après une pratique d'au moins cinq ans dans le métier ou la profession pour laquelle le certificat a été délivré.

Rappelons, pour autant que de besoin, que la loi du 23 décembre 1994 (Mémorial A 1994, No 116, p. 2734) avait relevé le salaire social minimum de 3,3%, tout en abolissant le salaire social minimum de référence (dont le niveau a été fixé à celui du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés) et le salaire social minimum avec charge de famille.

*

3. LA METHODOLOGIE

La présente adaptation du salaire social minimum est fonction de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements pendant les années 1996 et 1997.

La méthode utilisée pour déterminer cette évolution est celle utilisée depuis la loi de revalorisation du 23 décembre 1994 qui se base sur les accords dégagés par un groupe d'experts tripartite institué pour examiner, entre autres, la méthode de constatation de l'évolution du niveau de vie à appliquer pour l'adaptation du salaire social minimum. Le rapport final dudit groupe date du 15 septembre 1994.

Le détail de la méthodologie est décrit dans les rapports biennaux du Gouvernement à la Chambre des Députés du 14 octobre 1994 et du 22 octobre 1996.

Le rapport du 25 septembre 1998 décrit encore une fois les points essentiels de la méthodologie. Ce rapport, auquel il est renvoyé, est annexé au présent projet de loi. Il fait partie intégrante de l'exposé des motifs.

En résumant, l'indicateur est obtenu en divisant la masse des salaires de la population de référence par la masse des heures de travail de cette même population. Les notions de „masse des salaires“ et „population de référence“ sont définies dans la méthodologie de 1994, décrite encore une fois dans le rapport du Gouvernement joint au présent projet.

L'indicateur peut donc être considéré comme le salaire horaire moyen de la population retenue. L'évolution de cet indicateur au niveau 100 de l'indice des salaires sera le taux à appliquer à l'adaptation du salaire social minimum.

A noter que la même méthodologie est utilisée pour l'ajustement des pensions, et ce conformément aux décisions prises en 1994.

*

4. L'EVOLUTION DU NIVEAU MOYEN DES REMUNERATIONS EN 1996 ET 1997 COMPAREE AU NIVEAU DU SALAIRE SOCIAL MINIMUM

L'indicateur retenu, déterminé conformément à la méthodologie retenue et se définissant comme le salaire horaire moyen réduit à l'indice 100 de l'échelle mobile des salaires, accuse, entre 1995 et 1997, donc sur les années 1996 et 1997, une progression de 1,3%.

La loi du 6 janvier 1997 avait adapté le salaire social minimum pour tenir compte de l'évolution des salaires jusqu'en 1995.

Le salaire social minimum accuse donc, à la fin de la période de référence retenue, un retard de 1,3 % par rapport au niveau moyen des salaires et traitements en 1995.

*

5. APPRECIATION ET PROPOSITION DU GOUVERNEMENT

Le Gouvernement estime que la progression de l'indicateur de 1,3% reflète une progression modérée des rémunérations. Cette faible progression est conforme à l'engagement formel des partenaires sociaux pour une politique salariale modérée, consigné dans les avis du comité de coordination tripartite des 8 mars 1994, 3 mai 1995 et 18 avril 1998.

Dans l'ensemble, les acteurs déterminant la fixation des rémunérations se sont donc tenus à l'engagement de prévoir des augmentations salariales en termes réels inférieures à la croissance de la productivité.

De 1992 à 1994 et en 1997 la croissance de la productivité a dépassé l'augmentation des salaires moyens réels dans l'économie luxembourgeoise (entre 1% et 3,4%, selon l'année). Seulement durant les années 1995 et 1996 l'augmentation des salaires moyens a été légèrement supérieure à la croissance de la productivité.

Dans l'avis tripartite du 18 avril 1998, les partenaires sociaux et le Gouvernement se sont mis d'accord sur la poursuite de cette politique en vue du maintien et de la création d'emplois, et ce en partant du fait que l'évolution modérée des salaires en termes réels, combinée à une productivité en croissance supérieure, a un effet favorable sur le coût salarial unitaire réel et contribue donc à la compétitivité, à l'attrait du Luxembourg comme site d'investissement, par conséquent à la création d'emplois. Cette politique est d'ailleurs conforme aux recommandations des grandes orientations politiques de l'Union européenne et aux Conclusions du Conseil européen extraordinaire sur l'emploi des 20 et 21 novembre 1997.

Le Gouvernement estime qu'une augmentation modérée du salaire social minimum de 1,3% ne met pas en cause la poursuite et l'efficacité de la politique prédécrite. Les données sur l'évolution économique, développées dans le rapport du Gouvernement à la Chambre des Députés, annexé au présent projet et faisant partie intégrante de l'exposé des motifs, confirment que l'économie luxembourgeoise ne se trouvera pas négativement affectée par une telle augmentation du salaire social minimum, y compris dans l'optique de la politique de modération salariale prédécrite, même au cas où une tranche indiciaire viendrait à échéance.

Cette assertion ne se vérifiera évidemment que si les partenaires sociaux continuent à faire prévaloir la prudence actuelle dans la fixation des rémunérations.

A noter que le niveau du salaire social minimum au Luxembourg n'a pas empêché la continuation de la création massive d'emplois, même dans les catégories d'emploi rémunérées au salaire social minimum. Cette constatation vaut aussi pour l'insertion de chômeurs sur le marché du travail, rémunérés dès leur insertion au salaire social minimum.

La légère surreprésentation des non ou peu qualifiés dans la catégorie des chômeurs qui attendent plus longtemps avant de trouver un emploi s'explique, selon les employeurs et leurs organisations représentatives, plus par leur manque de qualification que par un revenu d'insertion trop élevé. D'ailleurs les

instruments de politique active de l'emploi mis en place pour atténuer le coût prétendument trop élevé des chômeurs faiblement qualifiés sont très peu utilisés, ce qui tend à corroborer l'argument selon lequel le coût du travail peu qualifié n'est pas nécessairement en cause.

Le Gouvernement estime donc que les conditions économiques et sociales permettent un comblement intégral de l'écart entre le salaire social minimum et le niveau moyen des rémunérations.

Il est donc proposé d'augmenter le salaire social minimum de 1,3% à partir du 1er janvier 1999.

*

6. LES NOUVEAUX MONTANTS DU SALAIRE SOCIAL MINIMUM

	<i>Situation actuelle (25.9.1998)</i>		<i>Proposition du Gouvernement</i>		<i>Différence</i>	
<i>Nombre indice</i>	100	548,67	100	548,67	100	548,67
– ssm pour travailleur non qualifié (mensuel)	8.434.–	46.275.–	8.544.–	46.878.–	110.–	603.–
– ssm pour travailleur non qualifié (horaire) ¹	48,75.–	267,49.–	49,39.–	270,97.–	0,64.–	3,48.–
– ssm pour travailleur qualifié (mensuel)	10.120,8.–	55.530.–	10.252,8.–	56.254.–	132.–	724.–
– ssm pour travailleur qualifié (horaire) ¹	58,50.–	320,98.–	59,26.–	325,17.–	0,76.–	4,19.–

¹ horaire = mensuel / 173

*

7. ENTREE EN VIGUEUR

Les dispositions de la présente loi doivent prendre effet le 1er janvier 1999.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.– L'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum prend la teneur suivante:

„**Art. 14.**– Sous réserve, s'il y a lieu, des adaptations prévues à l'article 3 qui précède, le taux mensuel du salaire social minimum d'un travailleur non qualifié rémunéré au mois est fixé, à partir du 1er janvier 1999 et jusqu'à la prochaine adaptation à intervenir en application de l'article 2, à huit mille cinq cent quarante-quatre francs (8.544.- francs) au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948.

Le taux horaire correspondant au taux mensuel prévu à l'alinéa qui précède est obtenu par la division de ce taux mensuel par cent soixante-treize (173).”

Art. 2.– Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1er janvier 1999.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

L'article 1er fixe le montant du salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés à 8.544.- francs à l'indice 100 de l'indice pondéré du coût de la vie. A l'indice actuel de 548,67 ledit salaire social minimum mensuel sera de 46.878.- francs.

Les taux horaires correspondants sont de 49,39 francs (indice 100) et de 270,97 francs (indice 548,67).

Conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 12 mars 1973, le niveau du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés, définis conformément à l'article en question, est majoré de 20% (vingt pour cent). Les montants mensuels correspondants du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés sont de 10.252,8.- francs (indice 100) respectivement de 56.254.- francs (indice 548,67).

Les taux horaires correspondants sont de 59,26 francs (indice 100) et 325,17 francs (indice 548,67).

Les montants mensuels du salaire social minimum augmentent donc, à l'indice actuel de 548,67, respectivement de 603.- francs (salaire social minimum non qualifié) et 724.- francs (salaire social minimum qualifié).

Article 2

L'article 2 fixe l'entrée en vigueur de la revalorisation du salaire social minimum au 1er janvier 1999.

Impact du relèvement du salaire social minimum sur les prestations à charge du fonds pour l'emploi*

1. Chômage complet (projection sur moyenne mensuelle de 3.000 chômeurs indemnisés)	
* plafonds de resp. 250%, 200% et 150% (augmentation de 3,2%)	6.200.000.-
* chômeurs (salaire antérieur = SSM) (augmentation de 3,2%) y compris augmentation pour les jeunes chômeurs	6.500.000.-
* revenus conjoints	1.100.000.-
* charges sociales	2.500.000.-
Sous-Total	16.300.000.-
2. Chômage partiel (estimation)	95.000.-
3. Intempéries hivernales (estimation)	181.000.-
4. Stages en entreprises	840.000.-
5. Division d'auxiliaires temporaires	4.000.000.-
6. Stages d'initiation	350.000.-
Sous-Total	5.466.000.-
TOTAL	21.766.000.-

* sans tenir compte des modifications proposées par le plan d'action national.

Luxembourg, le 25 septembre 1998

RAPPORT DU GOUVERNEMENT A LA CHAMBRE DES DEPUTES
sur l'évolution des conditions économiques générales et
des revenus, présenté conformément à l'article 2 de la loi modifiée
du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

(25.9.1998)

1. INTRODUCTION

1.1. Base légale

Aux termes de l'article 2, paragraphe (1) de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum, le salaire social minimum est fixé par la loi. L'article 2, paragraphe (2) oblige à cette fin le Gouvernement à soumettre à la Chambre des Députés, toutes les deux années, un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

Le Gouvernement a la faculté de décider, au regard de l'environnement socio-économique découlant du rapport précité, d'augmenter ou non le salaire social minimum.

1.2. Rétroactes

Le tableau ci-après énumère les rapports gouvernementaux déposés à la Chambre des Députés depuis 1974 ainsi que les lois successives de revalorisation du salaire social minimum adoptées suite au dépôt de ces rapports:

<i>Rapport gouvernemental Dépôt parlementaire</i>	<i>Loi de revalorisation du salaire social minimum</i>
1. 8 novembre 1974	Loi du 23 décembre 1974 modifiant l'article 13 de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Document parlementaire No 1851, session ordinaire 1974-1975)
2. 29 octobre 1976	Loi du 23 décembre 1976 portant modification de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Document parlementaire No 2052, session ordinaire 1976-1977)
3. Rapport d'un groupe d'experts chargé de préparer une réforme du modèle de référence du salaire social minimum; 29 décembre 1978	
4. 17 décembre 1980	Loi du 27 mars 1981 modifiant l'article 13 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Document parlementaire No 2476, session ordinaire 1980-1981)
5. 8 décembre 1982 (partie intégrante de l'exposé des motifs)	Loi du 24 décembre 1982 modifiant et complétant la loi du 8 avril 1982 fixant des mesures spéciales en vue d'assurer le maintien de l'emploi et la compétitivité générale de l'économie (article 6) (Document parlementaire No 2655, session ordinaire 1982-1983)
6. 20 décembre 1984	
7.	Loi du 28 mars 1986 modifiant les articles 4 et 14 de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Document parlementaire No 2994, session ordinaire 1985-1986)
8. 14 novembre 1988	Loi du 28 décembre 1988 modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Document parlementaire No 3288, session ordinaire 1988-1989)

9. 14 janvier 1991
Loi du 24 avril 1991 modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Mémorial A 1991 p. 552; Document parlementaire No 3491, session ordinaire 1990-1991)

10. 17 décembre 1992
Loi du 26 février 1993 modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Mémorial A No 13, p. 257; Document parlementaire No 3720, session ordinaire 1992-1993)

11. Rapport final du groupe de travail tripartite chargé d'examiner le mécanisme de l'ajustement des pensions et de l'adaptation du salaire social minimum: 15 septembre 1994

12. 14 octobre 1994
Loi du 23 décembre 1994 modifiant les articles 13 et 14 de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Mémorial A 1994 No 116, p. 2734; Document parlementaire No 3978, session ordinaire 1994-1995)

13. 22 octobre 1996
Loi du 6 janvier 1997 modifiant les articles 4 et 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Mémorial A 1997, p. 2; Document parlementaire No 4233, session ordinaire 1996-1997)

Evolution du salaire social minimum 1970-1997

Année	Date de refixation	Montant mensuel au N.i. 100	Moyenne annuelle de l'échelle mobile des salaires	Moyenne par an du salaire social minimum mensuel		Variation annuelle en %	
				nominale	n.i. 100	nominal	n.i. 100
1970	1.1.1970	4.250					
	1.11.1970	4.375	166,67	7.119	4.271	-	-
1971	-	4.375	174,38	7.629	4.375	7,2	2,4
1972	-	4375	184,26	8.061	4.375	5,7	-
1973	1.3.1973	4.830	196,24	9.329	4.754	15,7	8,7
1974	-	4.830	213,11	10.293	4.830	10,3	1,6
1975	1.1.1975	5.550	236,19	13.109	5.550	27,4	14,9
1976	-	5.550	259,59	14.407	5.550	9,9	-
1977	1.1.1977	5.772	278,34	16.066	5.772	11,5	4,0
1978	1.1.1978	6.003	289,42	17.374	6.003	8,1	4,0
1979	-	6.003	300,97	18.067	6.003	4,0	-
1980	-	6.003	319,48	19.178	6.003	6,1	-
1981	1.4.1981	6.250	342,65 ¹	21.204	6.188	10,6	3,1
1982	-	6.250	363,67 ²	22.729	6.250	7,2	1,0
1983 ²	1.1.1983	6.250 ^{3,4}	383,51	23.969	6.250	5,5	-
		6.625 ^{4,5}		25.408	6.625	11,8	6,0
		6.826 ⁶		26.178	6.826	15,2	9,2
1984	-	6.250	405,33	25.333	6.250	5,7	-
		6.625		26.853	6.625	5,7	-
		6.826		27.668	6.826	5,7	-
1985	-	6.250	416,31	26.019	6.250	2,7	-
		6.625		27.581	6.625	2,7	-
		6.826		28.417	6.826	2,7	-
1986	1.4.1986	6.437	424,43	27.123	6.390	4,2	2,2
		6.823		28.750	6.774	4,2	2,2
		7.030		29.622	6.979	4,2	2,2
1987	-	6.437	428,67	27.593	6.437	1,7	0,7
		6.823		29.248	6.823	1,7	0,7
		7.030		30.136	7.030	1,7	0,7
1988	-	6.437	429,56	27.651	6.437	0,2	-
		6.823		29.309	6.823	0,2	-
		7.030		30.198	7.030	0,2	-
1989	1.1.1989	6.800	443,04	30.127	6.800	9,0	5,6
		7.062		31.287	7.062	6,8	3,5
		7.276		32.236	7.276	6,8	3,5
1990	-	6.800	457,86	31.134	6.800	3,3	-
		7.062		32.334	7.062	3,4	-
		7.276		33.314	7.276	3,3	-
1991	1.4.1991-	7.310	475,12	34.128	7.183	9,6	5,6
		7.592		35.444	7.460	9,6	5,6
		7.822		36.518	7.686	9,6	5,6
1992	-	7.310	490,02	35.820	7.310	5,0	1,8
		7.592		37.202	7.592	5,0	1,8
		7.822		38.329	7.822	5,0	1,8
1993	1.2.1993	7.762	505,37	39.039	7.724	9,0	5,7
		7.911		39.848	7.884	7,1	3,8
		8.151		41.056	8.124	7,1	3,9
1994	-	7.762	521,18	40.453	7.762	3,6	0,5
		7.911		41.230	7.911	3,5	0,3
		8.151		42.481	8.151	3,5	0,3
1995 ⁷	1.1.1995	8.172	530,94	43.388	8.172	2,1-7,3	0,3-5,3
1996	-	8.172	535,29	43.744	8.172	0,8	-
1997	1.1.1997	8.434	547,56	46.181	8.434	5,6	3,2

1 + 2 Cote spéciale d'adaptation pour le salaire social minimum, qui a cessé ses effets au 1.1.1983.

3 La loi du 24 décembre 1982 a introduit une différenciation du salaire social minimum suivant que le travailleur a ou n'a pas de charge de famille. Par ailleurs, elle a introduit la notion de salaire social minimum de référence applicable pour autant que les législations de sécurité sociale ou à caractère social se réfèrent au salaire social minimum.

4 Salaire social minimum de référence.

5 Salaire social minimum pour travailleur non qualifié sans charge de famille.

6 Salaire social minimum pour travailleur non qualifié avec charge de famille.

7 La loi du 24.12.1994 a aboli la notion "charge de famille" et a établi l'équivalence avec le salaire social minimum de référence.

1.3. Historique et explications préliminaires

- 1.3.1. Dans son *rapport déposé à la Chambre des Députés le 24 décembre 1984*, le Gouvernement avait rendu attentif aux problèmes de méthodologie existant en matière de refixation du salaire social minimum. Le modèle de refixation appliqué de 1978 à 1984 utilisait comme indicateur principal de l'évolution des revenus, le salaire moyen des ouvriers déclarés auprès de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, c'est-à-dire le même critère que pour l'ajustement des pensions au niveau général des salaires.

Dans son rapport précité, qui concluait d'ailleurs à l'absence de justification d'une majoration du salaire social minimum, le Gouvernement se disait conscient des défauts de la méthodologie appliquée, l'indicateur utilisé devenant de moins en moins représentatif de l'évolution des revenus. Le Gouvernement prit dès lors l'engagement de faire élaborer une nouvelle méthodologie.

- 1.3.2. Cette nouvelle approche n'était pas prête en 1986; elle ne pouvait d'ailleurs l'être en l'absence des données nécessaires ou au moins de l'accès à ces données.

La loi du 28 mars 1986 modifiant les articles 4 et 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum n'en a pas moins procédé à une revalorisation de 3% des trois salaires sociaux minima à partir du 1er avril 1986.

Il s'agissait par conséquent d'une avance purement forfaitaire proposée par le Gouvernement „pour des motifs évidents de justice sociale (...) afin d'assurer aux salariés dont les rémunérations sont les plus faibles, une participation équitable au développement économique de la nation”.

- 1.3.3. Le rapport gouvernemental du 8 novembre 1988, déposé à la Chambre des Députés le 14 novembre 1988, entreprit une démarche concrète vers l'établissement d'une méthodologie satisfaisante. Le Gouvernement faisait remarquer qu'un nouvel indicateur devrait se baser sur les rémunérations non plafonnées de l'ensemble des salariés de statut privé afin d'obtenir une image assez fidèle de l'évolution des rémunérations engendrée par l'activité économique du secteur privé. Afin d'éviter une autocorrélation – la hausse du salaire minimum induisant elle-même une hausse de l'indicateur – il y aurait lieu d'éliminer de la population analysée les personnes jouissant de rémunérations inférieures, égales ou légèrement supérieures au salaire social minimum. Par souci de symétrie, il conviendrait d'exclure aussi les personnes bénéficiant des rémunérations les plus élevées.

Comme par le passé l'application de cette méthode se heurtait cependant dans la pratique à l'absence de données relatives aux rémunérations dépassant le plafond cotisable de quatre fois le salaire social minimum de référence applicable en matière d'assurance pension (ainsi les gratifications de fin d'année n'étaient-elles déclarées que jusqu'à concurrence de ce plafond même si les rémunérations mensuelles étaient déclarées jusqu'à concurrence de cinq fois le salaire social minimum de référence).

Cette absence de renseignements persistait malgré l'obligation légale prévue dans la loi du 23 mai 1984 portant réforme du système de financement des régimes de pension contributifs imposant aux employeurs la déclaration des rémunérations brutes effectivement versées. Or la nécessité d'avoir accès à des rémunérations déplaçonnées ou déclarées jusqu'à concurrence d'un montant relativement élevé, était reconnue dès le début. Ainsi le rapport du groupe d'experts chargé de préparer une réforme du modèle de référence du salaire social minimum avait-il retenu dès 1978:

„Ceci nécessitera l'obligation de la déclaration des traitements, même au-delà du plafond cotisable, sinon dans leur intégralité du moins jusqu'à concurrence d'une borne, choisie assez élevée pour ne pas introduire de nouveaux biais statistiques, par exemple jusqu'à concurrence du traitement le plus élevé de l'administration gouvernementale.”

- 1.3.4. A défaut d'indicateur approprié répondant aux spécificités particulières de la refixation du salaire social minimum, le Gouvernement dut se résoudre en 1988, à titre d'ultime solution, à recourir au même indicateur que celui appliqué pour la fixation des coefficients d'ajustement, indicateur unanimement reconnu comme inadéquat pour l'adaptation du salaire social minimum.

Le relèvement du salaire social minimum de 3,5% par la loi du 28 décembre 1988 ne peut donc être considéré, après l'augmentation purement forfaitaire de 1986, que comme adaptation provisoire par rapport à l'évolution réelle des revenus.

- 1.3.5. Dans son *rapport à la Chambre des Députés du 14 janvier 1991*, le Gouvernement était en mesure de proposer une méthodologie beaucoup plus affinée constituant sans doute un pas décisif vers un modèle de référence suffisamment adapté pour rendre finalement compte de la réalité que la revalorisation du salaire social minimum est censée refléter.

Le Gouvernement avait dorénavant à sa disposition un indicateur approprié répondant mieux aux spécificités particulières de l'adaptation du salaire social minimum et très proche des réalités du marché du travail.

Le détail du modèle de référence utilisé se trouve expliqué dans le rapport circonstancié du Gouvernement à la Chambre des Députés du 14 janvier 1991 faisant partie intégrante de l'exposé des motifs relatif à la *loi du 24 avril 1991* modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum.

- 1.3.6. Pour la refixation du salaire social minimum à partir du 1er février 1993 le Gouvernement avait recours au modèle de référence nouvellement introduit en 1991 (cf. *rapport du Gouvernement à la Chambre des Députés du 14 décembre 1992* faisant partie intégrante de l'exposé des motifs relatif à la *loi du 26 février 1993* modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (Mémorial A No 13, p. 257).

La réadaptation du salaire social minimum de 1993 s'était basée sur l'évolution du niveau moyen des revenus jusqu'en 1991 inclusivement. Sur base de l'étude comparative entre cette évolution et le niveau du salaire social minimum la *loi précitée du 26 février 1993* avait prévu une augmentation du salaire social minimum de l'ordre de 4,2%.

- 1.3.7. Il échet de rappeler que, lors de la refixation du salaire social minimum par la loi du 28 décembre 1988, le Conseil d'Etat, suivi par le Gouvernement, avait suggéré la suppression progressive du salaire social minimum de référence en le rapprochant par étapes du salaire social minimum sans charge de famille.

En 1991 le Gouvernement avait renoncé au rapprochement projeté en raison de la revalorisation très importante de 7,5% intervenue à cette date. La moitié de l'écart subsistant de 3,8% entre le salaire social minimum de référence et le salaire social minimum sans charge de famille a été comblé en 1993. Le salaire social minimum de référence avait par conséquent été relevé de 6,2%. A cette date il restait donc un écart de 1,9% entre les deux salaires minima, à combler par la réadaptation de 1995, conformément à l'engagement du Gouvernement expressément appuyé par la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés dans son avis du 2 février 1993, relatif à la loi du 26 février 1993.

- 1.3.8. Dans son rapport à la Chambre des Députés du 14 janvier 1991, le Gouvernement avait préconisé l'abolition du salaire social minimum avec charge de famille. Ce type de salaire social minimum n'a en effet plus de raison d'être dans le contexte de l'existence d'un revenu minimum garanti, censé rendre compte de manière beaucoup plus nuancée de la composition de la communauté domestique du travailleur.

Dans son avis du 2 février 1993 relatif à la loi du 26 février 1993 la Commission du Travail et de l'Emploi avait d'ailleurs formellement appuyé la décision du Gouvernement d'abolir ce type de salaire social minimum, reprenant en cela les critiques formulées dès 1988 et 1991 tant par la commission parlementaire que par le Conseil d'Etat.

Dans son rapport du 14 décembre 1992 respectivement dans l'exposé des motifs relatif à la loi de revalorisation du salaire social minimum du 26 février 1993, le Gouvernement avait maintenu ce point de vue tout en annonçant son intention de provisoirement remettre la décision d'abolition à 1995. La commission parlementaire avait encore partagé cette approche tout en suggérant une décision définitive d'abolition pour 1995.

- 1.3.9. Comme annoncé lors des débats concernant le projet de loi de revalorisation du salaire social minimum de 1991 ainsi que dans l'exposé des motifs relatif à la loi du 26 février 1993 (doc.

parl. No 3706 p. 2) portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 1991, *le Gouvernement a institué, en février 1991, un groupe de travail comprenant des représentants des syndicats des salariés, des organisations professionnelles des employeurs et du Gouvernement. Ce groupe avait pour mission „d'examiner, d'une part, la méthode de la constatation de l'évolution du niveau de vie à partir de 1992, la périodicité de l'ajustement des pensions et rentes ainsi que sa mise en application par règlement grand-ducal et, d'autre part, la méthode de constatation de l'évolution du niveau de vie à appliquer dans le cadre du salaire social minimum”.*

Le rapport final dudit groupe date du 15 septembre 1994 et fait ressortir de profonds désaccords entre représentants des salariés et des employeurs surtout en matière de procédure et de périodicité de l'ajustement des pensions et rentes.

Les membres du groupe de travail ont en revanche pu se mettre d'accord dans une large mesure sur les modalités techniques de la constatation de l'évolution des salaires. A noter d'ailleurs que pour mesurer cette évolution le groupe de travail préconise l'introduction d'un indicateur unique remplaçant les deux indicateurs utilisés en 1992 pour adapter respectivement les pensions et le salaire social minimum. Le groupe s'est prononcé pour l'adoption de la méthodologie en application depuis 1991 pour la revalorisation du salaire social minimum, et ce avec de très légères adaptations.

Quant à la population de référence, le groupe de travail a été unanime pour prendre dorénavant en considération l'ensemble des salariés âgés entre 20 et 65 ans, y compris ceux du secteur public. Les salaires sont pris compte y compris les revenus de remplacement et les gratifications. En effet, ces dernières reflètent en principe les gains de productivité réalisés par les entreprises.

Il est vrai que certaines divergences sont apparues au sein du groupe de travail en ce qui concerne également les modalités techniques de la détermination de l'indicateur. De l'avis des représentants des salariés, il faut maintenir l'indicateur basé sur la moyenne des salaires qui a un lien étroit avec les recettes en cotisations et garantit partant le financement de l'ajustement des pensions et rentes. Ils proposent partant de baser l'indicateur sur le salaire moyen, après élimination de 20% des salaires les plus bas et de 5% des salaires les plus élevés. En vue d'éviter ces éliminations plutôt arbitraires, les représentants des employeurs préfèrent opter pour un indicateur basé sur la médiane, c'est-à-dire sur le salaire en dessous duquel se situe 50% de la population.

Le Gouvernement a utilisé, en vue de la définition de l'indicateur d'évaluation en 1994, les innovations sur lesquelles les partenaires sociaux ont pu se mettre d'accord. Le point 3 du présent rapport décrit en détail le nouvel indicateur mesurant l'évolution des salaires.

Le groupe d'experts avait par ailleurs trouvé un accord au sujet de l'abolition du salaire social minimum avec charge de famille.

- 1.3.10. *Par la loi du 23 décembre 1994 le salaire social minimum a donc été revalorisé de 3,3% avec effet au 1er janvier 1995. L'indicateur utilisé est celui qui a pu être dégagé sur base du rapport final du groupe d'experts tripartite précité du 15 septembre 1994.*

A la même occasion le salaire social minimum de référence a de fait été aboli par son relèvement au niveau du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés (cf. point 1.3.7. ci-avant). De même la loi du 23 décembre 1994 a aboli le salaire social minimum avec charge de famille (cf. point 1.3.8. ci-dessus).

- 1.3.11. *Dans son rapport biennal à la Chambre des Députés, datant du 22 octobre 1996 et faisant partie intégrante du projet de loi portant refixation du salaire social minimum à partir du 1er janvier 1997, le Gouvernement propose d'utiliser le modèle de référence ayant servi de base à la revalorisation du salaire social minimum au 1er janvier 1995 (cf. point 1.3.9. ci-dessus). Faisant application de cet indicateur, la loi du 6 janvier 1997 a relevé le salaire social minimum de 3,2% avec effet au 1er janvier 1997.*

A la même occasion et par analogie avec le système en vigueur pour les titulaires du certificat de capacité manuelle (CCM) et les travailleurs travaillant sans certificat dans une profession comportant en principe une qualification diplômée, la loi reconnaît aux titulaires du certificat

d'initiation technique et professionnelle (CITP) la qualité de travailleurs qualifiés au sens de la législation sur le salaire social minimum, après une pratique de cinq ans au moins dans la profession à laquelle le CITP se rapporte.

- 1.3.12. Comme les années précédentes le rapport du Gouvernement à la Chambre des Députés (datant du 25 septembre 1998), propose aux députés de recourir une nouvelle fois à la méthodologie introduite depuis 1994, qui est équitable et précise, et est par ailleurs aussi utilisée pour l'ajustement des pensions.

Le Gouvernement propose de relever le salaire social minimum de 1,3% à partir du 1er janvier 1999.

- 1.3.13.

*Revalorisations
du salaire social minimum
depuis 1986*

Au 1.4.1986	3,0%
Au 1.1.1989	3,5%
Au 1.4.1991	7,5%
Au 1.2.1993	4,2%
Au 1.1.1995	3,3%
Au 1.1.1997	3,2%

*

2. EVOLUTION DES CONDITIONS ECONOMIQUES GENERALES

A. Conjoncture internationale

L'économie luxembourgeoise est essentiellement orientée sur les pays membres de l'UE, parmi lesquels surtout ses trois pays voisins. Pour ce qui est de la partie „conjoncture internationale” de cette contribution, nous allons dès lors nous limiter à l'évolution économique dans l'UE.

Depuis la récession en 1993, l'année 1996 fut celle où la croissance était la plus faible en Europe (+1,8% pour le PIB réel – tableau 1). Depuis, l'activité économique s'est graduellement renforcée et on observe, fin '97, début '98, des taux de croissance annuels du PIB trimestriel supérieurs à 3%.

Cette reprise, qui s'était manifestée au courant du deuxième semestre de 1996, est pourtant en train de perdre de la vitesse. Au deuxième trimestre de 1998, la croissance du PIB s'est fortement ralentie dans l'UE15 (passant de 3,3% au premier trimestre à 2,2%) et les indicateurs „précurseurs”, qui sont censés préfigurer l'évolution du PIB, n'annoncent, pour le moment, pas de reprise imminente.

La succession de crises économiques et financières dans le monde semble avoir mis fin à la (courte) période de croissance élevée en Europe. Rappelons qu'il faut des taux de croissance du PIB égaux ou supérieurs à 3% en volume pour que la création d'emplois dans l'UE15 démarre véritablement et pour que le chômage baisse d'une manière significative.

L'inflation est modérée dans la plupart des pays européens. On observe actuellement, pour l'ensemble de l'UE, les taux d'inflation les plus faibles depuis 30 ans (mis à part les années 1986/87, marquées par un contre-choc pétrolier).

Ce faible dynamisme des prix n'est pourtant pas dû à un recul des prix pétroliers (exprimés en USD) – ceux-ci, bien qu'en baisse au début de la décennie '90, ont remonté depuis 1994 et ce n'est qu'en 1998 qu'une baisse significative vient contribuer à la modération de l'inflation. D'autres facteurs ont contribué à cette modération. Citons en premier lieu la défaillance de la demande publique suite au programme de convergence économique des Etats membres. Par ailleurs, les autres éléments de la demande interne (consommation privée et formation brute de capital fixe) n'ont, au cours des dernières années, pas fait preuve d'un dynamisme particulier dans la plupart des pays européens.

Puis, il semble que l'accroissement de la concurrence au niveau mondial („globalisation“) et la disparition de monopoles ou de situations peu concurrentielles en Europe, dans le domaine des transports et des communications, aient joué aussi.

En Europe, le taux d'inflation est passé de 2,5% en 1996 à 1,5% en 1998. Dans les pays voisins du Luxembourg, le taux est encore plus faible, il se situe à près de 1%. Depuis la fin de 1997, les prix pétroliers contribuent à la faiblesse de l'inflation, tandis que l'inflation sous-jacente (concept qui exclut les biens et services dont les prix se forment sur le marché mondial, ainsi que d'autres, caractérisés par des variations erratiques) s'est graduellement renforcée.

L'emploi total a quasiment stagné dans l'UE-15 en 1996 avant de s'accroître de 0,5% en 1997. En 1998, il devrait s'accroître de 1% environ. Ainsi, le chômage n'a que légèrement diminué en Europe en 1997, par rapport à 1996, où le taux de chômage (harmonisé) était de 10,9%. Suite à la reprise généralisée, le chômage a entamé une décrue plus importante en 1998 – au mois de juin, il se situe à 10,1%.

Entre 1996 et 1998, la croissance des salaires nominaux s'est ralentie en Europe: le taux d'inflation salariale est passé de 3,5% en 1996 à (provisoirement) 3,0% en 1998.

Les salaires réels se comparent à la productivité. La productivité est une mesure de la production en volume (c.-à-d. en quantités) par emploi. On la mesure ici par le PIB en volume rapporté à l'emploi total. Le salaire réel est obtenu en „corrigeant“ les salaires nominaux par la variation des prix. On se réfère souvent à un salaire réel dont le déflateur est un prix à la consommation pour analyser un des aspects du pouvoir d'achat des consommateurs.

Dans le présent contexte il convient de se référer à un salaire réel, dont le déflateur est le prix du PIB. Celui-ci s'apprête à une comparaison à la productivité. A moyen ou long terme, l'évolution des salaires réels ne devrait pas diverger de celle de la productivité.

Depuis 1985, la croissance des salaires réels en Europe (UE15) est inférieure à la croissance de la productivité (tableau 1). Ainsi, entre 1996 et 1998, la croissance réelle des salaires était de 1,2% tandis que la productivité s'est accrue de 2% en moyenne par an. Sur les 13 dernières années, la croissance des salaires réels (déflateur: prix du PIB) a été étonnamment stable, à 1,2% par an. Il en est de même pour la productivité, dont la croissance moyenne est de 2% par an.

B. Conjoncture luxembourgeoise

Le profil de croissance du PIB luxembourgeois ressemble à celui du PIB de l'UE15. Après la forte reprise de 1994, les années 1995 et 1996 furent marquées par une légère correction mais, dans l'ensemble, la situation conjoncturelle restait satisfaisante avec des taux de croissance du PIB réel (version SEC) de 3,0% reps. 3,8% par an (tableau 2).

En 1997, l'économie luxembourgeoise a su profiter de la reprise générale en Europe, et la croissance du PIB s'est portée à 4,8%. En 1998, les dernières prévisions du STATEC en la matière, datant de juillet 1998, retiennent un taux de croissance réel de 4,0%, mais, considérant l'évolution des indicateurs conjoncturels du premier semestre, cette prévision pourrait s'avérer comme étant trop faible.

En moyenne, sur les dernières années, l'inflation du Luxembourg ne diverge pas trop de la hausse des prix observée dans les pays voisins, qui sont aussi ses principaux partenaires commerciaux. Depuis 1996, le taux d'inflation du Luxembourg est stable, tout en étant compris entre 1,0% et 1,5%. En 1998, on note, sur les huit premiers mois un taux moyen de 1,2%. Depuis le 1.1.1996, le mécanisme de l'indexation automatique des salaires a été déclenché à une seule reprise, à savoir le 1.2.1997. (Ce mécanisme est déclenché lorsque la hausse cumulée de l'indice des prix à la consommation dépasse 2,5%.) La prochaine tranche indiciaire est d'ailleurs prévue pour le mois de mars 1998.

La forte croissance économique de ces dernières années a entraîné une progression importante des emplois au Luxembourg. L'emploi intérieur a progressé de 3,2% par an entre 1996 et 1998 – en 1998, le taux estimatif est de 3,8%.

En dépit de la croissance élevée d'emplois, le chômage n'a cessé de progresser jusqu'en 1997, où il se situait à 3,6% (ou 3,3% si on considère la série révisée qui exclut les personnes occupées temporairement dans des mises au travail ou des mesures de formation). En 1998, le chômage baisse (série révisée); en moyenne annuelle le taux devrait être de 3,1%, soit -0,2% par rapport à 1997.

La croissance des salaires nominaux s'est graduellement ralentie depuis 1985. En effet, si on observait encore un taux d'inflation salariale moyen de 5,8% sur la période 1986-1990, on n'enregistrait plus qu'une hausse de 2,1% sur les trois dernières années.

La hausse des salaires réels a elle aussi décéléré, mais beaucoup moins. Entre 1996 et 1998, la hausse moyenne des salaires réels (déflateurs: prix à la consommation) est de 0,7% par an et la hausse des salaires réels (déflateur: prix du PIB) est de 0,4%.

Il convient de comparer cette dernière à l'évolution de la productivité. Entre 1985 et 1998, la hausse moyenne de la productivité de l'économie luxembourgeoise est de 2,2% par an, soit légèrement plus que la moyenne communautaire. Entre 1996 et 1998, la hausse n'est toutefois que de 1,0% (en moyenne par an), mais le chiffre de 1998 est susceptible d'être révisé à la hausse.

Ainsi, les augmentations de productivité dépassent celles des salaires réels (déflateur: prix du PIB) de 0,6% par an entre 1996 et 1998. Cet écart est de 0,4% en moyenne par an depuis 1985.

Remarques méthodologiques

1. Les chiffres pour l'UE figurant au tableau 1, seront révisés fin octobre, lorsque la Commission de l'UE (DGII) publiera, dans le contexte de ses „Budgets économiques”, des prévisions pour les années 1999-2000, ainsi que de nouvelles estimations pour les principaux agrégats de 1998.
2. Les chiffres luxembourgeois, figurant au tableau 2, seront également révisés d'ici la fin de l'année, en ce qui concerne les estimations pour 1998. De nouvelles prévisions pour 1999-2001 seront d'ailleurs publiées avant la fin de l'année.
3. Les agrégats de Comptabilité Nationale ont été révisés pour la période allant de 1985 à 1997 – les chiffres respectifs seront envoyés à Eurostat au 30 septembre 1998. La série du PIB en volume a été révisée parallèlement et des différences avec des chiffres publiés antérieurement peuvent exister.
4. Actuellement, la série du PIB en version nationale (valeurs et volumes) fait encore défaut. Il est probable que la croissance réelle du PIB en version nationale soit légèrement supérieure à celle du PIB en version SEC, ce qui porterait un jugement divergent sur l'évolution du salaire réel, figurant ci-avant.

Tableau 1: L'économie communautaire (UE 15)

	1995	1996	1997	1998	1986-1990	1991-1995	1996-1998
PIB (volume)	2,5	1,8	2,7	2,8	3,3	1,5	2,4
Inflation (prix à la consommation)	3,0	2,5	2,0	1,5	4,3	3,9	2,0
Inflation (prix implicites du PIB)	2,9	2,4	1,8	1,9	4,9	3,8	2,0
Salaire nominal par tête (coût salarial)	3,4	3,5	3,1	3,0	6,2	5,0	3,2
Salaire réel par tête (déflateur: prix implicites de la consommation privée)	0,4	0,8	1,0	1,5	1,9	0,8	1,1
Salaire réel (déflateur prix du PIB)	0,5	1,1	1,3	1,1	1,2	1,2	1,2
Productivité (PIB par emploi)	1,8	1,7	2,3	1,9	1,9	2,0	2,0
Emploi total	0,6	0,1	0,4	0,8	1,3	-0,6	0,4
Chômage (en % de la population active)	10,8	10,9	10,7	10,2	8,9	10,0	10,6

Unité: % de variation

Source: Commission de l'UE (mars 1998)
Nouveaux chiffres disponibles fin octobre

Tableau 2: L'économie luxembourgeoise

	1995	1996	1997	1998	1986-1990	1991-1995	1996-1998
PIB volume: version SEC	3,0	3,8	4,8	4,0	6,4	5,1	4,2
version nationale	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Inflation: prix à la consommation	1,9	1,4	1,4	1,2	1,7	2,7	1,3
Inflation: prix implicites du PIB (version SEC)	1,4	0,9	2,7	1,5	2,9	2,1	1,7
Salaire nominal moyen (coût salarial)	3,0	1,8	2,8	1,6	5,8	4,4	2,1
Salaire réel (déflateur: prix à la consommation)	1,1	0,4	1,4	0,4	4,0	1,7	0,7
Salaire réel (déflateur prix implicites PIB)	1,6	0,9	0,1	0,1	2,8	2,3	0,4
Productivité (PIB version SEC)	0,4	1,1	1,6	0,2	3,0	2,6	1,0
Emploi total (concept intérieur)	2,6	2,7	3,2	3,8	3,3	2,4	3,2
Chômage (en % de la population active)	3,0	3,3	3,6	nd	2,2	1,5	nd
Chômage (série révisée)	nd	nd	3,3	3,1	nd	nd	nd

Unité: % de variation

Source: STATEC (sept. '98)

*

3. EVOLUTION DES SALAIRES

Le présent rapport a pour objet d'analyser l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements pendant les années 1996 et 1997. La méthode utilisée pour déterminer cette évolution a été élaborée en fonction du rapport final du groupe de travail chargé entre autres d'examiner la méthode de constatation de l'évolution du niveau de vie à appliquer pour l'adaptation du salaire social minimum.

A. Description de la méthode de constatation de l'évolution du niveau de vie à appliquer pour l'ajustement

1. La population de référence

La population de référence est la partie de la population active dont le revenu sert à déterminer l'indicateur. Cette population est constituée par tous les salariés de 20 à 65 ans affiliés à titre obligatoire auprès de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité (AVI) et de la caisse de pension des employés privés (CPEP), ainsi que des salariés de 20 à 65 ans du secteur public. La population de référence ne comprend donc pas les catégories suivantes:

- les travailleurs non salariés;
- les cotisants pour baby-year;
- les bénéficiaires d'une aide au réemploi;
- les „inactifs”: chômeurs, préretraités.

2. Revenus à considérer

Les salaires, y compris toutes sortes de gratifications, sont considérés jusqu'au plafond de déclaration, c'est-à-dire jusqu'au septuple du salaire social minimum de référence. Les revenus de remplacement liés directement au salaire (indemnité pécuniaire de maladie ou de maternité) sont considérés comme salaire.

Afin d'éliminer l'influence d'une augmentation du salaire social minimum de référence au cours de la période d'observation des salaires, on procède à l'élimination de 20% des salaires les plus bas, ainsi que de 5% des salaires les plus élevés. De la sorte la population de référence est réduite à 75% de sa taille initiale et l'on se retrouve avec un ensemble de salaires qui ne sont pas directement liés au salaire social minimum. Cette élimination s'opère au niveau du salaire horaire qui est obtenu en divisant, pour chaque salarié, le salaire annuel par le nombre annuel d'heures de travail.

3. Calcul de l'indicateur

L'indicateur est obtenu en divisant la masse des salaires de la population de référence par la masse des heures de travail de cette même population. On peut donc le considérer comme étant le salaire horaire moyen de la population retenue. L'évolution de cet indicateur au niveau 100 de l'indice des salaires sera en principe le taux à appliquer. Pour l'adaptation du salaire social minimum il est considéré tel quel, tandis que pour l'ajustement des pensions on veille à éliminer l'influence d'un éventuel relèvement des cotisations pour l'assurance pension des travailleurs actifs.

4. Source des données

Les salaires et traitements sont déclarés mensuellement jusqu'au plafond du septuple du salaire social minimum de référence auprès du centre commun de la sécurité sociale. A la fin d'un exercice, ces salaires sont repris dans un fichier annuel, servant d'étape intermédiaire au remplissage de la carrière d'assurance des affiliés du régime contributif. Outre les salaires et gratifications du régime contributif, ce fichier contient aussi les données relatives aux traitements des salariés du secteur public. C'est ce fichier intermédiaire qui sert de source au calcul de l'indicateur.

5. Période d'observation

Comme l'adaptation du salaire social minimum vient à échéance tous les deux ans, l'indicateur est calculé pour trois années et le taux à appliquer est obtenu par l'évolution de l'indicateur entre la première et la dernière année. Le dernier niveau des salaires disponible dans la deuxième moitié de l'année, est celui de l'année précédente. De la sorte chaque adaptation se fera nécessairement avec un retard d'au moins un an et demi. Ainsi en 1999 l'adaptation du salaire social minimum se fait au niveau des salaires et traitements de l'année 1997.

B. Evolution des principales composantes de l'indicateur et calcul du taux à appliquer

1. Population de référence

La population de référence est constituée par tous les salariés, y compris ceux qui jouissent d'un statut public, et à l'exception des 20% des salariés qui touchent les salaires les plus faibles et des 5% des salariés qui touchent les salaires les plus élevés. Le tableau suivant donne l'évolution de la population de référence par sexe depuis 1991.

**Tableau 3.1: Evolution de la population de référence
(20 à 65 ans, 20% et 5% éliminés)**

Année	Hommes			Femmes			Hommes et Femmes		
	Nombre	Var. en %	Age moyen	Nombre	Var. en %	Age moyen	Nombre	Var. en %	Age moyen
1991	104.099		36,70	43.576		33,76	147.675		35,83
1992	107.207	3,0	36,72	46.480	6,7	34,06	153.687	4,1	35,91
1993	108.129	0,9	36,79	48.916	5,2	34,35	157.045	2,2	36,03
1994	110.738	2,4	36,86	50.984	4,2	34,57	161.722	3,0	36,14
1995	113.475	2,5	37,00	53.042	4,0	34,83	166.517	3,0	36,31
1996	117.111	3,2	37,13	55.821	6,7	35,04	172.932	3,9	36,45
1997	120.671	3,0	37,21	58.904	5,5	35,30	179.575	3,8	36,58

Depuis 1991, le nombre des salariés repris dans la population de référence a augmenté de 21,6%, soit en moyenne de 3,3% par année. Cette progression est essentiellement due à la forte augmentation du nombre des salariés féminins. L'âge moyen tend à augmenter et progresse de 0,3 année entre 1995 et 1997, variation identique à celle constatée entre 1993 et 1995.

2. Les revenus pris en compte

Le salaire pris en considération est le salaire annuel régulier y compris toutes les rémunérations accessoires telles les gratifications, pécules de vacances et autres. Le tableau suivant indique l'éventail des salaires retenus pour la population de référence de 1991 à 1997.

Tableau 3.2: Eventail des salaires de la population de référence

Année	Salaire horaire			
	Borne inférieure	Var. n.i. 100 en %	Borne supérieure	Var. n.i. 100 en %
1991	305		1.015	
1992	320	1,7	1.067	1,9
1993	333	0,9	1.128	2,5
1994	344	0,2	1.198	3,0
1995	355	1,3	1.245	2,0
1996	357	- 0,2	1.276	1,7
1997	366	0,2	1.328	1,7

L'indicateur défini plus haut, est obtenu en divisant la masse des salaires de la population de référence par la somme des heures de travail de cette même population. De la sorte on obtient un salaire horaire moyen représentatif de la population de référence.

Le tableau suivant donne l'évolution de la masse salariale de la population de référence ainsi que l'évolution de la durée de travail.

Tableau 3.3: Evolution de l'indicateur

<i>Année</i>	<i>Population de référence</i>	<i>Var. en %</i>	<i>Masse salariale</i>	<i>Var. en %</i>	<i>Durée de travail (en heures)</i>	<i>Var. en %</i>
1991	147.675		138.262.306.530		277.017.391	
1992	153.687	4,1	149.081.687.644	8,3	287.585.650	3,8
1993	157.045	2,2	160.840.310.944	7,4	293.375.636	2,0
1994	161.722	3,0	171.466.538.495	6,6	298.668.900	1,8
1995	166.517	3,0	182.059.362.511	6,2	305.765.852	2,4
1996	172.932	3,9	191.150.248.212	5,0	315.890.730	3,3
1997	179.575	3,8	203.326.971.520	6,4	326.056.570	3,2
<i>Année</i>	<i>Salaire horaire moyen indice courant</i>	<i>Var. en %</i>	<i>Nombre indice moyen</i>	<i>Var. en %</i>	<i>Salaire horaire moyen réduit à l'indice 100</i>	<i>Var. en %</i>
1991	499,1		475,12		105,0	
1992	520,9	4,4	490,02	3,1	106,3	1,2
1993	548,2	5,2	505,37	3,1	108,5	2,1
1994	574,1	4,7	521,18	3,1	110,2	1,6
1995	595,4	3,7	530,94	1,9	112,1	1,7
1995 (sans augmentation compensatoire du point indiciaire des fonctionnaires)	594,5	3,6	530,94	1,9	112,0	1,6
1996	605,1	1,6	535,29	0,8	113,0	0,8
1996 (sans augmentation compensatoire du point indiciaire des fonctionnaires)	604,2	1,5	535,29	0,8	112,9	0,7
1997	623,6	3,1	547,56	2,3	113,9	0,8
1997 (sans augmentation compensatoire du point indiciaire des fonctionnaires)	622,7	2,9	547,56	2,3	113,7	0,6

L'indicateur étant le salaire horaire moyen réduit à l'indice 100 de l'échelle mobile des salaires, sa progression entre 1995 et 1997 s'élève à :

$$(112,9/112,1)*(113,7/113,0) = 1,013$$

L'indicateur accuse donc une progression de 1,3%. Par la loi du 6 janvier 1997 portant réforme du salaire social minimum, le salaire social minimum a été adapté pour tenir compte de l'évolution des salaires jusqu'en 1995. Comparé au niveau moyen des salaires et traitements en 1995, le salaire social minimum accuse donc un retard de 1,3%.

C. Les salariés rémunérés au salaire social minimum depuis 1993

Tableau 3.4: Evolution du nombre de salariés rémunérés au salaire social minimum

<i>Année¹</i>	<i>Population considérée²</i>	<i>Variation en %</i>	<i>Salariés rémunérés au SSM³</i>	<i>En % de la population totale</i>
1993	167.331		23.090	13,8%
1994	170.781	2,1%	24.420	14,3%
1995	175.651	2,9%	28.280	16,1%
1996	180.335	2,7%	26.100	14,5%
1997	186.650	3,5%	28.730	15,4%
1998	196.402	5,2%	32.125	16,4%

1. Données au 31.3 de chaque année.

2. La population totale est formée par les salariés de statut ouvrier ou employé affiliés à la sécurité sociale au Luxembourg.

3. Ont été retenus tous les salariés dont le salaire horaire est inférieur à 130% du SSM horaire, i.e. SSM/173.

Dans les dernières années la proportion de salariés rémunérés au salaire social minimum a augmenté. Elle passe d'environ 14% en 1993 à quelque 16% en 1998.

Tableau 3.5: Répartition par sexe

<i>Année</i>	<i>Salariés rémunérés au SSM</i>	<i>Hommes</i>	<i>En % du nombre de salariés rémunérés au SSM</i>	<i>Femmes</i>	<i>En % du nombre de salariés rémunérés au SSM</i>
1993	23.090	10.160	44%	12.930	56%
1994	24.420	9.525	39%	14.895	61%
1995	28.280	11.880	42%	16.400	58%
1996	26.100	12.530	48%	13.570	52%
1997	28.730	14.170	49%	14.560	51%
1998	32.125	16.550	52%	15.575	48%

Alors que dans la population salariée totale la proportion de femmes est d'environ une femme pour deux hommes, la population des salariés rémunérés au SSM compte un homme pour une femme.

La répartition par âge de la population des salariés rémunérés au SSM est aussi fondamentalement différente de celle de la population totale. Dans la population des salariés rémunérés au SSM, les salariés âgés entre 20 et 39 ans représentent plus de 80% du nombre total de salariés rémunérés au SSM. Dans la population totale cette proportion ne s'élève qu'à environ 60%.

Ces deux constatations nous montrent que les plus concernés par le salaire social minimum sont les jeunes salariés féminins.

Tableau 3.6: La répartition des salariés rémunérés au SSM par secteur économique

<i>Secteur économique</i>	<i>Hommes</i>	<i>En % du nombre total d'hommes salariés dans la branche en question</i>	<i>Femmes</i>	<i>En % du nombre total des femmes salariées dans la branche en question</i>	<i>Total</i>
Agriculture, viticulture et sylviculture	420	44%	60	27%	480
- industrie	2.220	8%	1.760	31%	3.980
- énergie et eau	0	0%	0	0%	0
- construction	3.510	16%	220	16%	3.730
- commerce, restauration et hébergement, réparations	6.195	29%	8.535	46%	14.730
- transports et communications	860	9%	300	11%	1.160
- intermédiation financière	115	1%	100	1%	215
- immobilier, location, services fournis aux entreprises	1.530	12%	1.530	15%	3.060
- autres services	1.700	1%	3.070	3%	4.770
Tous les secteurs	16.550	13%	15.575	22%	32.125

Le tableau 6 montre que certains secteurs sont plus concernés par des emplois rémunérés au salaire social minimum que d'autres. Le secteur du commerce, de la restauration et de l'hébergement présente le plus grand nombre de travailleurs rémunérés au salaire social minimum, à la fois en nombre absolu (14.730 salariés) et en proportion: 29% des hommes travaillant dans ce secteur sont rémunérés au SSM et 46% des femmes occupées dans cette branche travaillent pour un salaire proche du SSM. A lui seul, ce secteur occupe environ 45% de l'ensemble des salariés rémunérés au SSM, alors que le commerce, la restauration et l'hébergement n'occupent qu'environ 20% de l'ensemble de tous les salariés.

On s'aperçoit de nouveau que ce sont surtout les femmes qui sont occupées dans les emplois à bas salaire, essentiellement parce qu'elles sont particulièrement concernées par les emplois qu'offre le secteur du commerce, de la restauration et de l'hébergement: 25% de l'ensemble des femmes salariées travaillent dans ce secteur.

Dans la population salariée totale au 31.3.1998, un homme sur huit est rémunéré au salaire social minimum, alors qu'une femme sur cinq travaille pour un salaire approchant le salaire social minimum. Au 31.3.1996 on comptait seulement un homme sur dix rémunéré au salaire social minimum.

Parmi les salariés rémunérés au SSM au 31.3.1998, 57% se trouvaient déjà dans cette même population au 31.3.1997. Parmi les 43% qui restent, la moitié avaient un travail au 31.3.1997 avec un salaire supérieur à 130% du SSM. Le reste, c'est-à-dire environ 6.900 personnes, sont des nouveaux venus dans la catégorie des rémunérés au SSM. Toutes ces personnes ont été occupées moins d'une année dans leur occupation en cours au 31.3.1998.

Parmi les salariés rémunérés au SSM environ 63% résident au Luxembourg, ce qui correspond à environ 20.200 salariés, les 37% qui restent sont des travailleurs frontaliers. La répartition par canton des salariés résidents au Luxembourg et rémunérés au SSM montre que les cantons Esch-sur-Alzette et Luxembourg présentent le plus grand nombre de salariés rémunérés au SSM: 33% de l'ensemble de ces salariés résident à Esch-sur-Alzette alors que 29% résident sur le territoire du canton de Luxembourg. Ainsi plus de 60%, soit environ 12.500 salariés rémunérés au SSM résident soit dans le canton d'Esch-sur-Alzette soit sur le territoire du canton de Luxembourg. En nombre relatif, c'est-à-dire en rapportant le nombre de salariés rémunérés au SSM au nombre total de salariés (ouvriers et employés) résidant dans la même région, on obtient les résultats suivants:

Tableau 3.7: Répartition de la population résidente salariée au SSM par canton

<i>Canton</i>	<i>Pourcentage de rémunérés au SSM</i>
Capellen	10,4%
Clervaux	16,8%
Diekirch	19,0%
Echternach	20,8%
Esch-sur-Alzette	16,7%
Grevenmacher	14,4%
Luxembourg	16,0%
Mersch	15,0%
Redange	12,9%
Remich	14,8%
Vianden	17,8%
Wiltz	16,0%

Luxembourg, le 25 septembre 1998